

**M. Nesbitt:** Comme cette situation nous a été signalée par Radio-Canada, qui relève du Parlement, je me demande si le ministre ferait enquête à ce sujet et présenterait un rapport à la Chambre d'ici une couple de jours.

[Plus tard]

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** J'aimerais poser une autre question complémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Au cours des pourparlers à ce sujet, le ministre pourrait-il proposer au conseil de sécurité que la force des Nations Unies à Chypre soit, le cas échéant, investie de pouvoirs et d'effets supplémentaires et d'une autorité plus grande pour empêcher à l'avenir toute accumulation de matériel de guerre et tout renforcement de troupes qui pourraient entraîner un déclenchement d'hostilités allant à l'encontre de l'accord de Zurich?

**L'hon. M. Martin:** Oui, monsieur l'Orateur, nous nous sommes arrêtés sur ce point au cours de récents entretiens. Le premier ministre, comme mon ami s'en souviendra, en a parlé quelque peu à Londres avant-hier.

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. Les députés et les Canadiens, en général, lui seraient sûrement reconnaissants s'il pouvait faire rapport de ses entretiens avec le gouvernement britannique au sujet du problème chypriote et nous dire surtout si des mesures concrètes ont été discutées ou projetées au cours de ces conversations.

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Oui, monsieur l'Orateur, j'ai discuté là-bas des propositions faites ainsi que des entretiens qui ont eu lieu entre les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada. Les résultats de ces entretiens ont été communiqués à la Chambre par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le représentant du président des États-Unis s'efforce de réaliser l'entente autour de certaines propositions qui ont été formulées, qui ont servi de base aux négociations qu'il a entreprises subséquentment et qui pourront être modifiées au besoin. Voilà les mesures qu'on est en train de prendre dans l'espoir de résoudre la crise.

[Français]

### LES FINANCES

AUGMENTATION POSSIBLE DU PRIX DE L'OR

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre des Finances et Receveur général?

Étant donné la très grande facilité avec laquelle l'or se vend présentement sur le marché mondial, le ministre peut-il indiquer s'il est question d'une augmentation possible du prix de ce métal très précieux?

[Traduction]

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Non, monsieur l'Orateur.

### LA NAVIGATION

MONTRÉAL—LES PROGRÈS DES NÉGOCIATIONS RELATIVES À UN DIFFÉREND OUVRIER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. L'injonction dont le ministre a parlé hier, en réponse à une question du député de Fraser Valley, a été accordée, je crois. Nous dirait-il aujourd'hui quel en a été l'effet dans les ports du Saint-Laurent?

**L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, les équipes de dockers ont été convoquées à une heure, aujourd'hui. J'attends d'un moment à l'autre qu'on m'apprenne combien d'équipes se sont présentées. Cependant, je suis fort aise qu'on me pose cette question, car elle me permet de dire qu'à mon avis le jugement provisoire rendu hier, à l'initiative de l'une des parties, et son résultat, justifient pleinement l'attitude du gouvernement depuis quelques semaines.

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA PROTECTION CONTRE L'IMPORTATION DE DENRÉES SUBVENTIONNÉES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Jack A. Irvine (London):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. A-t-il reçu de la *Canadian Food Processors Association* et du Conseil Canadian d'horticulture un mémoire demandant de l'aide pour protéger nos conserveurs et producteurs canadiens d'aliments contre l'injuste concurrence subventionnée que nous fait l'étranger?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député aurait-il une question supplémentaire à poser? Une question posée simplement pour savoir si le ministre a reçu un mémoire est inacceptable, vu qu'elle ne constitue pas en soi une question urgente.

**M. Irvine:** Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une chose très urgente et je vais remanier ma question. Compte tenu de la subvention